

LE 8 MARS :



GRÈVE FÉMINISTE À LA DGFIP !

*Pourquoi féministe : le **féminisme** est un ensemble de mouvements et d'idées ayant pour vocation de définir et de promouvoir l'égalité (politique, économique, culturelle, sociale et juridique) entre les femmes et les hommes en militant pour les droits des femmes dans la société, au travail et dans la vie privée. Le féminisme a pour objectif d'abolir, dans ces différents domaines, les inégalités dont sont victimes les femmes.*

Des protocoles égalité entre les femmes et les hommes existent dans la fonction publique, au ministère des finances et à la DGFIP. S'ils contiennent des déclarations de bonnes intentions, force est de constater l'insuffisance de ces dispositifs.

Si ce constat est partagé s'agissant de la société, certaines idées reçues s'installent parfois sur des inégalités qui n'existeraient pas dans la fonction publique ou à la DGFIP du fait de notre statut de fonctionnaire et/ou d'une rémunération basée sur le point d'indice.

Pourtant, la réalité est tout autre : la Fonction publique est très fortement féminisée avec plus de 62 % de femmes et elles sont 70 % des plus bas salaires. Les femmes dans la Fonction publique ont globalement 30 % de primes en moins.

La DGFIP, avec 59 % d'agentes, n'est pas extérieure aux

problématiques d'égalité femmes-hommes. Les situations de violences et de harcèlements sexistes et sexuels existent au sein de nos services et sont toujours aussi difficiles à faire prendre en compte par l'administration pour des solutions rapides, justes et efficaces.

À la DGFIP les maladies professionnelles et arrêts maladie sont deux fois plus importants chez les femmes.

Les contrats les plus précaires à la DGFIP, tels les contrats Berkanis, sont occupés à 97 % par des femmes.

Quant au « plafond de verre », c'est-à-dire le fait que les femmes peuvent progresser dans la hiérarchie, mais souvent uniquement jusqu'à un certain niveau, il est bien présent à la DGFIP : seulement 27 % des cadres A+ de la DGFIP sont des femmes.

Et ce sans compter les discriminations qui persistent pour les femmes chargées de famille et notamment concernant certaines conséquences des congés maternité.

Aujourd'hui le compte n'y est pas ! Trop de blabla, pas de moyens, pas de solutions concrètes, des inégalités qui se creusent et des violences et féminicides en augmentation, alors que le gouvernement continue d'affirmer que cette question est la grande cause du quinquennat !

IL EST TEMPS DE PORTER PLUS FORT NOS REVENDICATIONS :

POUR être reconnues dans nos métiers, bien payées à égalité avec les hommes au travail, y compris à la DGFIP et sans « plafond de verre » !

POUR de vraies solutions et des moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail et à la DGFIP ;

POUR une vraie prise en charge des victimes de violences sexistes et sexuelles à la DGFIP ;

POUR des déroulés de carrière à égalité entre les agentes et agents de la DGFIP ;

POUR la titularisation des agentes et des agents dits Berkanis et l'arrêt immédiat des licenciements ;

NOUS, LES FEMMES, NOUS VOULONS :

- Être reconnues dans nos métiers, bien payées à égalité avec les hommes au travail !
- Vivre dans une société sans violences sexistes et sexuelles, et être libres de nos choix sur nos corps.
- Avoir du temps pour nous et ne plus avoir à assumer toutes les tâches à la maison, ne plus porter toute la charge mentale, nous voulons l'égalité !



LE 8 MARS,
à la DGFIP, tous et toutes en grève
et dans la rue avec la CGT Finances
Publiques pour une grève féministe !

